L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 OCTOBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 2 OCTOBRE 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

LA JUSTICE VÉNALE DE PAR LA LOI.

"La femme de César ne doit pas être soupçonnée", disait-on jadis solennellement, et l'on n'avait, certainement, pas tort de parler ainsi. En tout temps comme en tout lieu, il est bon que tout personnage en vue et dominant les masses soit entouré d'une auréole d'honnêteté, de justice, de pureté, dont rien ne puisse ternir l'éclat. Les grands sont faits pour édifier les petits, non pour les scandaliser.

Mais après tout, qu'importait aux populations la vertu de cette femme? L'ordre public n'en était pas troublé, ni la société ébranlée.

Il en est tout autrement de la justice; elle est le premier besoin des peuples, la sauvegarde des gouvernements, la mère de la paix publique et de l'ordre privé. Du jour où elle est soupçonnée, le désordre pénètre partout, le crime lève la tête et se croit tout permis. Pourquoi se gênerait-il? N'est-t-il pas à peu près sûr de l'impunité? Ne lui est-il pas loisible de composer avec la justice, d'entrer en accommodement avec les juges, de corrompre la magistrature, assise ou debout, peu importe? Le mal alors est grand; il peut produire d'effroyables ravages; il peut même devenir mortel. Il n'est pourtant pas irréparable.

Tant qu'il n'y a d'attaqués par la gangrène, d'accessibles à la corruption que tels ou tels hommes, à quelque titre, à quelque degré qu'ils soient dépositaires de l'autorité judiciaire, il y a un remède à la maladie. Il suffit d'un ou deux énergiques coups de balai, pour déblayer le terrain et remettre les choses dans leur état normal.

Quelquefois il faut des années, les efforts de toute une génération pour mener l'œuvre à bien; peu importe. Avec un peu d'honnêteté et beaucoup de persévérance, on y arrive infailliblement.

Mais que faire, quand c'est la loi elle-même qui est fautive, quand c'est d'elle que vient la tentation?

On reste confondu quand on la voit intéresser matériellement le magistrat à la poursuite ou à la mise en liberté des accusés; quand on la voit mettre une bourse dans la main de la justice, au lieu de la balance qui doit servir à peser impartialement les actes des accusés!

Il n'y a pas à dire; jusqu'en 1880, la loi autorisait le chef de la magistrature debout à se faire payer ses ordonnances de "non lieu," comme elle lui permet encore de bénéficier d'une condamnation.

La première catégorie de ces honoraires a été abolie par la Constitution de 1879, Cela est vrai; mais le pli était pris; on s'était fait une douce habitude de tirer profit de ces arrêts bienfaisants, et comme il n'y avait plus de chiffre fixé pour ces honoraires, il était loisible à l'avocat de District de taxer à sa guise ceux qui étaient l'objet d'une poursuite.

Tout cela est fort malheureux. Mais convenons que si la loi n'avait pas longtemps consacré cet odieux abus, nous n'assisterions pas aujourd'hui aux tristes spectacles que nous avons sous les yeux.

Il y a là une grave réforme à accomplir. Il faut faire rentrer la justice dans le cercle étroit d'où on lui avait permis de sortir. Il faut qu'elle devienne impeccable, invulnérable, et il n'y a pas d'autre moyen pour y réussir, que de la forcer légalement à rester insensible à tout mobile intéressé. L'argent n'a rien à voir dans l'administration de la justice. Si le représentant de la société ne reçoit pas un salaire susceptible de le faire vivre honorablement, que la société augmente ses appointements; mais plus de ces compromis honteux entre l'accusateur public et l'accusé.

Qu'il y ait ou non poursuite, qu'il y ait acquittement ou condamnation, l'accusateur public ne doit en tirer ni profit ni perte. Il a un noble, un redoutable devoir à remplir; le plus noble, le plus redoutable de tous, assurément. C'est le plus grand honneur auquel puisse aspirer un être humain. Qu'il accomplisse donc sa tâche avec toute la droiture, toute l'impartialité, tout le désintéressement dont l'être humain est capable. La justice n'est pas plus un trafic, qu'un arrêt n'est une marchandise.

L'Expédition de Madagascar.

Le correspondant particulier du *Tageblatt* télégraphie de Madagascar:

"Le quartier général de l'armée française a quitté Andriba le 10 septembre. Il atteindra probablement Tananarive le 30 du mois actuel.

"La santé des troupes s'est améliorée, les hauts plateaux étant plus froids.

"D'après un bruit non confirmé, le premier ministre des Hovas a fait assassiner ses trois secrétaires pour leur sentiments amicaux envers les Français.

"Tous les Européens sont accusés du même fait. Ils abandonnent, en majeure partie, Tananarive."

La dépêche de M. Wolf donne aussi quelques détails sur le combat d'Andriba du 21 août:

A l'arrière de l'avant-garde française, forte de 2 000 hommes, les Hovas, au nombre de 7,000, commandés par quatre Anglais, ont pris la fuite.

Les Français se sont emparés d'un canon de fabrication anglaise, ainsi que d'une quantité considérable de munitions et de vivres.

Les Hovas ont incendié les localités en fuyant.

Bien que les journaux étrangers aient souvent eu la primeur des nouvelles concernant les faits militaires qui se sont produits au cours de nos expéditions lointaines, il faut attendre, pour donner créance à la dépêche du correspondant du *Tageblatt*, qu'elle soit confirmée par le ministre de la guerre.

Le télégramme du général Duchesne, daté d'Andriba le 3 septembre, disait bien que le commandant en chef du corps expéditionnaire comptait partir d'Andriba au plus tard le 14 septembre, mais depuis cette époque aucune communication n'a été faite à la presse qui puisse faire supposer que la colonne légère a repris sa marche sur Tananarive. La dépêche de Majunga que nous avons insérée hier pour annoncer l'arrivée dans ce port de la *Ville-de-Belfort*, portait précisément la date du 16 septembre, comme celle que M. Wolf adresse au *Tageblatt*, et le colonel Béillond n'eût pas manqué d'informer le ministre de la guerre d'un événement de cette importance, s'il l'avait connu.

Il en est de même pour les nouvelles de Tananarive, que le journaliste allemand ne donne d'ailleurs que sous toutes réserves. Si les trois secrétaires du premier ministre, Rasanjy, Rabibisoa et Rainiharisoa, ont été assassinés par son ordre, ce ne sont pas certainement leurs sentiments amicaux pour la France qui seraient la cause de leur mort. Nos lecteurs connaissent les deux premiers: Rasanjy est l'âme damnée des Anglais et n'a jamais caché ses préférences; Mère Rabibisoa, ancien élève des jésuites, n'exerçait auprès de Rainitsiarivony que l'emploi d'interprète pour la langue française et n'avait aucune influence politique. Quant à Rainiharisoa, il a été élevé en Angleterre, et bien qu'il ait épousé Emilie Laborde, la nièce de notre compatriote Laborde, il hait la France et son implacable hostilité est connue de tous ceux qui l'ont approché.

Plusieurs journaux assurent que l'autorité militaire explique le rapatriement en France des malades et des convalescents du corps expéditionnaire par le refus du ministère des colonies d'accepter leur hospitalisation dans les sanatoria de l'île de la Réunion. En outre du prix exorbitant demandé par le commissariat colonial, le ministère des colonies aurait déclaré au ministère de la guerre qu'il serait impossible d'hospitaliser *dans toute l'île de la Réunion plus de* 300 *malades du corps expéditionnaire de Madagascar*.

Au ministère des colonies, on se montre très réservé sur cette question, la direction de toutes les opérations appartenant au ministère de la guerre. Nous savons cependant, par des informations antérieures, que l'administration centrale des colonies et l'administration locale de la Réunion se sont mises à l'entière disposition des autorités militaires. Les hôpitaux de la Réunion permettaient de disposer de 300 lits: la journée d'hôpital, d'après les moyennes des dernières années, coûtait plus de 9 francs: c'est ce prix qui a été indiqué, tout d'abord, au ministère de la guerre, mais il est bien évident qu'il n'était pas invariable et que les difficultés, s'il y en avait, pouvaient être facilement réglées: la preuve c'est que, à l'heure actuelle, l'administration de la guerre a envoyé à la Réunion de la literie pour pouvoir hospitaliser un millier d'hommes, en utilisant les locaux que les services publics de la colonie ont offert.

A côté de la Réunion, à proximité du théâtre des opérations, se trouve Diego-Suares où, depuis plusieurs années des établissements militaires ont été édifiés. Les a-t-on aménagés comme il convenait, les a-t-on augmentés comme cela était possible, en utilisant les hauts plateaux de la montagne d'Ambre? Ce sont là des questions que les fonctionnaires du ministère des colonies ignorent complètement par ce fait que, dès le début des hostilités, l'état de guerre a été proclamé à Diego-Suares et qu'un gouverneur civil de la colonie a fait place à un commandant supérieur.

Quand les autorités militaires ont fait appel aux autorités coloniales, elles ont trouvé le concours le plus empressé. C'est ainsi que l'état-major du corps expéditionnaire a remercié l'administration des colonies des services constants que M. François, administrateur de Nossi Bé, a rendus au corps de santé de la guerre pour l'établissement du sanatorium de Nossi Komba.

LES GRANDES MANŒUVRES ALLEMANDES.

Un correspondant décrit ainsi qu'il suit l'aspect des bivouacs allemands, le soir des grandes manœuvres:

"Chaque compagnie, rassemblée autour de son feu, chante des chœurs et devise en buvant de la bière dont elle a reçu un tonnelet. A neuf heures, sonne la retraite et la musique entonne un psaume. C'est la prière et toutes les têtes se découvrent. Des sentinelles, qui se relèveront toutes les heures, se postent près des deux.

"Les tentes-abris sont réunies, formant un dortoir unique, pour chaque compagnie, de 50 à 60 centimètres de hauteur, et dessinant un fer à cheval. Les hommes s'y glissent à genoux et l'étendent sur la paille, roulés dans leurs manteaux. Toutes les armes sont munies actuellement de ces tentes dont je ne leur ai entendu dire que du bien. En hiver, sur la neige et la terre durcie par la gelée, ils y ont passé des nuits très supportables, me disent-ils, et maintenant même par les douces nuits d'automne, ils les apprécient d'autant mieux que les nuits passées à la belle étoile aux extrêmes avant-postes, leur permettent la comparaison."

Les chasseurs à pied de la garde ont déjà reçu, à titre d'essai, le nouveau fusil et la nouvelle baïonnette.

Le fusil nouveau modèle est comme celui de 1888, si diversement apprécié, du calibre de 7 mm. 9 et à répétition; il utilise les munitions actuelles, mais on s'y est efforcé de modifier le magasin, de façon à supprimer les causes d'accidents dans le mécanisme.

A ce fusil s'adapte une nouvelle baïonnette.

On croit, dans les sphères compétentes, que, le magasin étant renfermé dans la crosse, les causes de dérangement diminueront dans de notables proportions.

Quant aux manœuvres, l'avis des juges compétents est que, très bien préparées au point de vue du thème et des grandes lignes stratégiques, elles ont été supérieurement conduites. Au point de vue de l'intendance, l'épreuve a été concluante; les conditions générales de la guerre ont été observées aussi rigoureusement que possible. Les bagages ont été réduits au strict nécessaire. Les ordres, brefs et précis, ont été exécutés avec calme et intelligence.

LA GALANTERIE DE M. DE BISMARCK.

Un écrivain anglais, M. Stefanson, raconte dans un périodique d'outre-Mer une récente entrevue avec le prince de Bismarck.

L'ex-chancelier a déclaré à son interlocuteur que l'agriculture seule l'intéressait encore aujourd'hui, tandis qu'il ne se souciait plus du tout de politique. "L'agronomie, a-t-il dit, est une noble occupation, tandis que la politique est un métier terriblement ingrat."

Le prince de Bismarck a raconté ensuite à M. Stefanson diverses anecdotes, celle-ci, entre autres, que nous croyons à peu près inédite: le chancelier se trouvait à Kissingen, quand débarqua un jour une ravissante jeune femme. Elle n'avait pas voulu, dit-elle, passer à Kissingen sans s'arrêter pour voir le célèbre homme d'Etat.

Du plus loin qu'elle aperçut le prince, elle s'élança à sa rencontre:

—Altesse, dit-elle, je dois partir ce soir; aurai-je auparavant l'honneur de vous serrer la main?

Et, sans attendre la réponse, elle se pencha pour baiser la droite du chancelier. Mais M. de Bismarck l'en empêcha, en riant:

—A Kissingen, dit-il, on n'embrasse pas la main!

Et saisissant par la taille la jeune fille "rougissante et charmée," il appliqua "sur sa bouche rosée" un baiser sonore. Le prince de Bismarck trouva sans doute, ce jour-là, que la politique n'est pas un métier si ingrat, puisqu'il est susceptible de procurer pareilles aubaines.

Une Française eût répondu par une bonne gifle à cette galanterie teutonne.

Il est vrai qu'elle n'eût pas été tentée de baiser la main d'un homme, et encore moins celle de M. de Bismarck.

L'EX-CAPITAINE DREYFUS.

Dreyfus avait obtenu la permission de faire venir des vêtements d'Europe. Dans un vêtement on a trouvé, cousu à une ceinture-poche, des papiers importants qui ont été aussitôt envoyés au ministre de la guerre.

Dreyfus doit faire sa cuisine lui-même, avec la ration qui lui est remise quotidiennement. Sous couleur de maladie, il a demandé qu'on l'autorisât à faire venir des conserves. On a télégraphié à Paris, l'administration pénitentiaire ne voulant pas prendre sur elle la responsabilité d'un adoucissement de régime. Il est venu de Paris une réponse favorable, et, depuis ce temps, Dreyfus ajoute à son ordinaire des pâtés de foie gras et des dindes en boîtes.

MODES PARISIENNES.

COSTUMES DE RUE POUR JEUNE DAME ET ENFANT.

La toilette de droite est en soie couleur foin avec les manches et la ceinture en taffetas rayé. Le corsage ouvert est garni d'une riche dentelle de Venise, crème. La chemisette et le col sont en mousseline de soie vert pâle.

La robe pour petite fille est en Challis à dessins rose pâle et bleu. La ceinture en surah bien froncé forme un beau nœud avec longs bouts. Cette robe qui est pour enfant de sept à dix ans peut aussi être faite en tout autre étoffe.

LA POUSSIÈRE.

Quand les habitants de la Nouvelle-Orléans ont vu les rues de leur bonne ville effondrées, défoncées, du haut en bas et de droite à gauche, au milieu des chaleurs torrides qu'ils subissaient, et se produire partout de profondes excavations, jusqu'ici jugées dangereuses, tous, ou à peu près, ont prédit, sinon une épidémie, comme on l'entend parmi nous, du moins de graves maladies, des fièvres redoutables dont on aurait de la peine ensuite à nous débarrasser.

Ni l'épidémie, ni les maladies ne sont venues, nous sommes bien aises de le constater—ce qui prouve que la Nouvelle-Orléans est plus saine que nous ne le pensions généralement. Tout s'est borné à une foule d'accidents, petits et grands, accompagnés de mille malédictions contre les malencontreux entrepreneurs qui conduisaient leurs travaux avec autant d'incurie que de maladresse, et qui encombraient nos chaussées, nos trottoirs et, surtout, nos carrefours, d'obstructions qui rendaient les voies publiques impraticables non seulement la nuit, mais même pendant la journée.

Mais si, par le plus heureux des hasards, nous avons esquivé les maladies et les fièvres, nous n'échapperons certainement pas à la poussière. Voilà plus de six mois que le balayage de nos rues est devenu impossible. Il s'est, pendant tout cet intervalle, amassé une couche épaisse de poussière que le moindre vent soulève autour de vous, qui vous aveugle, qui vous asphyxie et pénètre jusqu'au fond des habitations les plus soigneusement closes. Si interminables que paraissent les travaux en cours d'exécution, il faut bien qu'ils aient une fin. Il sera nécessaire alors de faire un nettoyage complet. Comment l'opérer? le balayage est devenu intolérable; le moindre coup de balai produit des nuages aveuglants. Que de temps, que de peine, pour mettre un peu de propreté dans toute cette saleté, un peu d'ordre dans tout ce désordre!

Il n'y a qu'un expédient qui puisse nous préserver de ce nouveau fléau, c'est que l'administration interdise tout balayage, à moins qu'il n'ait été précédé immédiatement d'un copieux arrosage. C'est peut être trop exiger de notre administration que de la prier de prendre, le plus tôt possible, des mesures à cet effet. Que les habitants eux-mêmes se chargent de ce soin. Qu'ils arrosent soigneusement le devant de leurs maisons et de leurs magasins, avant d'y faire fonctionner le balai. C'est le seul moyen d'éviter bien des désagréments, peut-être même bien des indispositions, bien des maladies graves. Aide-toi, le Ciel t'aidera, dit le proverbe. Puisque nous en sommes réduits à cette extrémité, résignons-nous-y et, surtout, agissons en conséquence.

L'Exposition de 1900 et les Anglais.

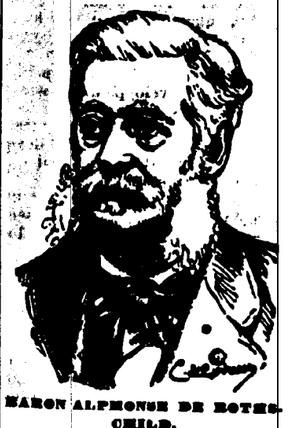
Voici une lettre qui mérite d'être citée, du moins en sa partie essentielle. Le signataire M. Keuric-B. Murray, secrétaire de la Chambre des communes de Londres, y traite des expositions en général et de l'Exposition de 1900 en particulier:

"Si l'on veut obtenir des participants en grand nombre aux expositions de l'avenir, il faudra modifier considérablement la méthode actuellement en vigueur de traiter les exposants; il faudra faire la réclame et l'éloge des avantages commerciaux de l'entreprise tout aussi consciencieusement qu'on fait l'éloge et la réclame des amusements et des plaisirs.

En tant que cela concerne l'Exposition de Paris en 1900, nous croyons savoir que l'importance de ces besoins a été complètement reconnue et que c'est la volonté bien arrêtée du comité exécutif de l'Exposition d'en faire, de même que les premières expositions, "des collections illustrant le progrès matériel et industriel".

Le président de la chambre de commerce de Paris, M. Delaunay-Belleville, dans un discours prononcé à l'occasion du dîner annuel de la chambre de commerce de Londres, a fait entendre d'une façon bien claire que c'était l'intention de la chambre de commerce de Paris d'initier une nouvelle méthode—qui ne serait, après tout, qu'un retour à l'ancien idéal."

C'était si bien l'avis de M. Alfred Picard, l'éminent commissaire général de l'Exposition, qu'il a appelé à la direction générale de l'Exploitation le président de la chambre de commerce de Paris.



BARON ALPHONSE DE ROTHSCHILD.

On se souvient de la récente tentative d'assassinat dirigée contre le Baron de Rothschild il y a un mois à peine, et dont nous avons publié les détails circonstanciés.

Le baron est né à Paris le 1er février 1827. C'est un philanthrope, et aussi un homme dont les instincts, les goûts artistiques sont connus. Son père, Jacob Rothschild, fut le fondateur de la richissime maison de banque qui porte son nom à Paris.

DEPECHES

Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

La Chine accorde satisfaction pleine et entière à la France.

Presse Associée.

Paris, 1er octobre—On annonce à Paris que la Chine a accordé satisfaction pleine et entière à la France, au sujet de l'attaque récente contre les missionnaires français.

Communications télégraphiques directes entre la France et les Antilles.

Presse Associée.

Paris, 1er octobre—M. André Lebon, ministre du commerce, a annoncé aujourd'hui à la Chambre de Commerce de Calais qu'un contrat a été signé pour la pose d'un câble, entre Brest et New York, mettant en communication le réseau télégraphique français avec les Antilles.

Dans l'Isthme de Panama.

Presse Associée.

New York, 1er octobre—Une dépêche spéciale de Panama dit que le général Casablanca, dont l'intention était de quitter l'isthme mardi, a remis son départ d'après des informations officielles de Bogota.

Le rapport annonce que le général Reyes, secrétaire du gouvernement, est à Bago, dans le département de Cauca, avec 2,500 hommes.

Le général Miguel Monteya a été nommé chef des côtes du Pacifique, entre Bura Ventana et Casablanca.

La condamnation de Stern.

Presse Associée.

L'*Augsburger Abend Zeitung* annonce aujourd'hui qu'il a appris de bonne source que le régent de Bavière, le prince Luitpold, a définitivement refusé de s'occuper de l'appel de M. Louis Stern, de New York, condamné à la prison et à l'amende pour insultes au baron Von Thüngen, le député-commissaire des jeux à Kissingen, pendant une dispute au sujet de l'âge du fils de M. Stern et de la présence du jeune homme au palais royal.

Le parti autonomiste de Cuba.

Presse Associée.

Madrid, 1er octobre—D'après une dépêche reçue de la Havane à Madrid, les membres du comité du parti autonomiste ont demandé au capitaine-général Martinez de Campos de mettre en liberté un certain nombre de personnes bien connues enfermées dans les prisons de Santiago de Cuba, par ordre des autorités militaires.

Le commandant espagnol, ajoute la dépêche, a non seulement refusé de relâcher les prisonniers, mais il a confirmé les sentences prononcées, et on pense qu'ils vont être conduits sous escorte à bord d'un navire de guerre espagnol, aujourd'hui, pour être conduits à la prison militaire de Ceuta, le pénitencier espagnol établi en Afrique en face et à environ 70 milles de Gibraltar.

La dépêche de la Havane citée dans celle de Madrid semble être une confirmation de la communication envoyée hier par la Presse Associée annonçant qu'Eudaldo Tamayo, président du parti autonomiste à Santiago de Cuba, Antonio Bravo, Alfred Bethancourt, Ricardo Landa et Antonio Maaferrer, membres éminents du parti, ainsi que Rafael Saltarin et Jose Oliver, ont été condamnés à vingt années d'internement dans les prisons africaines de l'Espagne.

Ligne de navigation entre la Nouvelle-Orléans et Compenhague.

Presse Associée.

Compenhague, 1er octobre—Les compagnies de navigation Freeport et United Steamship ont rétabli leur différend et cette dernière va désormais transporter du frêt à Compenhague et établir un service régulier de steamers entre ce port et la Nouvelle-Orléans.

Une lettre de Madame Hurlburt.

Presse Associée.

Londres, 1er octobre—Le *Times* publie ce matin une lettre de Mme W. H. Hurlburt, veuve du distingué journaliste, datée de Méran, dans le Tyrol autrichien, le 23 septembre dernier, au sujet du nécrologe de M. Hurlburt publié par le *Times* le 17 septembre.

Le *Times* disait alors: Nos lecteurs se rappelleront qu'il y a quelques années M. Hurlburt a été le défendeur dans un procès en rupture de mariage, et que par suite de la nature des témoignages apportés pendant les débats, il a jugé prudent de quitter le pays. Une accusation de parjure a été portée contre lui, mais il n'est pas revenu pour y répondre. Il vient de mourir en Italie après une longue maladie.

Dans sa lettre, Mme Hurlburt déclare qu'il est vrai, comme le *Times* l'a dit, que la nature des témoignages apportés au procès a fait considérer à son mari qu'il était prudent de quitter l'Angleterre.

Elle ajoute: Plusieurs mois avant le procès, mon mari s'était engagé à aller en Amérique pour des affaires concernant les Milford Havel Docks et avait été payé en avance de ses services.

Afin de remplir ses engagements, il a quitté l'Angleterre un mois après un verdict favorable rendu par le tribunal, et il n'est pas revenu pour répondre à l'accusation de parjure sur l'avis que lui a donné son avocat américain de ne pas retourner en Angleterre comme défendeur mais comme plaignant.

Nous étions ensemble occupés à recueillir des preuves aux Etats-Unis et ailleurs de la véracité des témoignages apportés au procès de 1891. Je comptais venir à Londres avec ces preuves et consulter mes avocats quand mon mari est mort.

Perte d'un autre navire de guerre espagnol.

Presse Associée.

La Havane, 1er octobre—Un autre navire de guerre vient de se perdre. Le croiseur Cristobal Colon a fait naufrage près du cap Antonio et on croit qu'il sera perdu totalement.

Presqu'aussitôt après la perte du croiseur Barcastegui, coulé à la suite d'une collision avec le steamer espagnol Mortera, à l'entrée du port de la Havane, près du château de Moro, accident qui a eu pour résultat la mort de l'amiral Delgado Pareio, commandant en chef des forces navales espagnoles à Cuba, et de 46 hommes de l'équipage, arrive la nouvelle de la perte totale probable du Cristobal Colon, un croiseur de seconde classe d'environ 1,200 tonneaux et de la force de 1,600 chevaux.

Ce navire de guerre appartenait à la flotte espagnole chargée de surveiller les côtes de Cuba, et d'empêcher le débarquement d'expéditions de flibustiers arrivant des Etats Unis ou d'ailleurs.

Le croiseur était armé de quatre canons de sept centimètres et de deux canons à tir rapide.

Son équipage est estimé à deux cents hommes, officiers et marins, mais le nombre exact n'est pas connu, car le navire avait à bord des hommes destinés aux petites navires de patrouille de la flotte, et quelques uns ont peut être été débarqués.

Le Cristobal Colon était chargé de surveiller la côte du Cap Antonio à l'extrémité ouest de l'île, son commandant ayant l'instruction de surveiller spécialement les golfes de Corrientes et de Guadiana, au sud et au nord du cap.

Le désastre s'est produit à Colorado Point, dans le golfe de Guadiana, au sud de la ville de Mantua, dans la province de Pinar del Rio, près du territoire dans lequel la ville de la Havane est située.

Les détails exacts de l'accident ne sont pas encore connus; toutefois, autant qu'on peut savoir, les faits sont les suivants: depuis quelque temps des tempêtes règnent dans ces latitudes et ont atteint le centre du golfe du Mexique, où elles semblent se diriger vers les Etats Unis par la Nouvelle-Orléans et Apalachicola.

Le Cristobal Colon semble avoir rencontré le mauvais temps au large du Cap Antonio, et être entré dans le golfe de Guadiana pour se mettre à l'abri. Il a essayé ensuite de résister à l'ouragan et aux hautes vagues, mais il a été entraîné lentement vers Colorado Point près duquel se trouve un dangereux récif connu sous le nom de récif du Colorado.

Quand le commandant a vu qu'il ne pouvait résister à la tempête, il a essayé, d'après les récits faits à la Havane, de jeter l'ancre, mais les ancres n'ont pas tenu et le navire a été jeté à la côte.

Un autre rapport est que le croiseur s'est jeté sur le récif pendant la nuit, quand son commandant le croyait encore assez loin de la côte pour continuer à lutter contre le cyclone.

En tous cas, le croiseur s'est jeté sur le récif tard dans la nuit ou de bonne heure le matin; il est dans une position dangereuse et la mer est très grosse.

Tout ce qui est possible semble avoir été fait pour sauver le navire, mais tous les efforts ont été inutiles et il a été abandonné ce matin; il n'est plus qu'une carcasse s'en allant en pièces sur les récifs du Colorado.

Quelques hommes de l'équipage ont gagné le rivage à la nage; d'autres l'ont atteint avec des épaves ou dans des bateaux de sauvetage; mais tous, officiers et marins, ont été sauvés d'une façon ou de l'autre.

Le commandant du Cristobal Colon est arrivé à Mantua dans la journée avec la majorité de l'équipage; les autres sont attendus avant la nuit.

Questionné sur le désastre, le capitaine a simplement répondu que le Cristobal Colon a été jeté sur le récif de Colorado par la violence du cyclone et qu'il est probable qu'il sera perdu totalement. Cependant, des efforts seront faits pour sauver ses canons.

C'est tout ce qu'on a pu apprendre jusqu'à présent. Et par suite des réticences des autorités, quelques erreurs se sont peut-être glissées dans le rapport. Mais les fait principaux sont corrects, et le naufrage de ce beau navire après la perte de Barcastegui a jeté une tristesse immense parmi les fonctionnaires du gouvernement à la Havane.

Il n'y a pas un seul navire de trop dans les eaux de Cuba, et la perte de ce croiseur sera vivement ressentie par le gouvernement en ce moment de crise.

Bien entendu, les amis des insurgés mettent en circulation des nouvelles à sensation au sujet de ce désastre éprouvé par les Espagnols, et prétendent que le croiseur a été coulé par une torpille.

Dans les cercles officiels, cette histoire est considérée comme une invention des rebelles, et on établit clairement qu'il n'y a absolument aucune raison de douter du rapport officiel annonçant que le Cristobal Colon a été jeté sur le récif par la violence de l'ouragan, et n'a pas coulé à la suite de l'explosion d'une torpille.

Malgré cette déclaration officielle, il est certain que le gouvernement n'a pas jugé opportun de rendre publiques toutes les circonstances de l'accident, et ce ne peut être fait avant la réception et l'examen du rapport du commandant.

Les Puissances et la Question d'Arménie.

Presse Associée.

Constantinople, 1er octobre—On annonce dans les cercles officiels que les envoyés des trois Puissances, la Russie, la France et l'Angleterre, vont bientôt recevoir de leurs gouvernements respectifs, l'instruction de continuer les négociations avec la Porte au sujet de la question d'Arménie.

Perte d'un navire allemand.

Presse Associée.

Londres 1er octobre—Une dépêche reçue à Londres de Rio de Janeiro par la compagnie Lloyd, cette après-midi, annonce le naufrage et la perte totale du paquebot allemand Uruguay, de 1,460 tonnes.

L'Uruguay a quitté Hambourg le 7 août et est arrivé à Montevideo le 3 septembre. Il retournait en Europe quand il s'est jeté à la côte près du cap Frio, non loin de Rio de Janeiro, et tous les efforts pour le remettre à flot, ont été inutiles. L'équipage et tous les passagers ont été sauvés, mais le navire et la cargaison sont perdus.

La récolte de sucre en Europe.

Presse Associée.

Londres, 1er octobre—M. Giessecker, une autorité compétente, prédit que la récolte de sucre en Europe sera de 1,200,000 tonnes au-dessous de la moyenne.

Nouvelles Américaines.

Le retour du lieutenant Peary.

Presse Associée.

New-York, 1er octobre—Le [illegible] que noir du lieutenant Peary, Mat. Henson, et le professeur L. L. Dyche, de l'Université d'Etat du Kansas, sont arrivés des régions arctiques ce matin à New York.

Le lieutenant Peary et les autres membres de l'expédition, partis de Halifax hier matin par chemin de fer, attendus ce soir à New York.

Le professeur Dyche, tout en refusant de donner des détails sur l'expédition, a admis qu'elle n'a pas été couronnée de succès.

Il a déclaré que le lieutenant Peary n'a pas cherché à aller plus au nord qu'à sa première expédition. Il ne veut donner d'autres raisons à l'insuccès que le manque de nourriture dans le camp.

Quand il est revenu de sa première expédition, tentée dans le but d'atteindre le pôle nord, M. Peary a décidé de recommencer en 1894.

Il avait enfoui des vivres dans la glace, mais quand il est revenu pour les prendre il n'a pu retrouver l'endroit où ils étaient placés. Il s'est vu dans la nécessité de tuer ses chiens l'un après l'autre pour nourrir ceux qui restaient.

Les membres de l'expédition mangeaient de la viande de phoque quand ils pouvaient s'en procurer.

Le professeur déclare hautement que les membres de l'expédition n'auraient jamais revu l'Amérique si, à la veille de la famine, Peary et Henson n'avaient pas trouvé des bœufs musqués.

Le professeur Dyche a raconté plusieurs incidents intéressants de la chasse aux phoques, la rencontre d'icebergs et la vue de météores.

Il a rapporté par le Sylvia environ quatre mille échantillons de la faune et de la flore arctiques. Il ramène aussi six chiens.

Les Prétendants à la main de Mof Lee.

Presse Associée.

San Jose, Californie, 1er octobre.—Les lettres et les dépêches contenues à s'annoncer dans le bureau des Postes et dans celui du télégraphe de San Jose, adressées à Hip Sing Lee, le fabuleux marchand chinois au nom duquel une annonce publiée récemment dans un journal de San Francisco offrait des avantages flatteurs à tout Américain respectable qui consentirait à épouser sa fille Mo: Lee.

Il y a maintenant au bureau de Poste près de cinq cents lettres adressées au mystérieux Hip Sing Lee, toutes, probablement, en réponse à l'annonce dont nous parlions plus haut.

Nous avons publié dans l'*Abeille* du 24 septembre dernier les conditions offertes par le Chinois à celui qui épousera sa fille.

La Construction des Nouveaux Navires de Guerre.

Presse Associée.

Washington, 1er octobre—Les soumissions pour la construction de six garde-côtes, quatre à simple hélice et à voilure complète, et deux à double hélice sans voilure, ont été ouvertes aujourd'hui au ministère de la marine.

Tous les navires doivent avoir une coque d'acier recouverte de planches garnies de cuivre. Ils doivent être de mille tonneaux et d'un tirant d'eau de douze pieds. Le congrès a fixé la limite du coût de chacun d'eux à $230,000, et comme les fonctionnaires du ministère conservaient quelques doutes au sujet de la possibilité de construire des navires de cette dimension à ce prix, il a été demandé aux constructions de soumissionner pour les navires complets, ainsi que pour des navires avec des installations électriques, des roues de gouvernail mues à la vapeur, etc.

D'après la loi, plus de deux navires ne peuvent être construits par le même soumissionnaire.

Il y avait un grand nombre de constructeurs au ministère pour entendre la lecture des soumissions, et beaucoup de nouveaux parmi eux, tels que ceux de Scott et Boyd, de l'Atlantic Iron Works de Boston, de Dialogue and Wood, de Cambeo, de Lewis Nixon, du Crescent Ship Yard, d'Elizabeth.

Parmi les anciens se trouvaient le président Hyde, du Bath Iron Work, Henry Scott, de l'Union Iron Works de San Francisco.

Les commissions sont les suivantes:

Lewis et Nixon, pour la construction d'après leurs plans d'un navire à simple hélice, $239,200, et $16,700 de moins pour l'exclusion des appareils à vapeur auxiliaires.

Union Iron Works de San Francisco, navire à simple hélice d'après les plans du gouvernement, $246,000, et $16,200 de moins pour déduction des appareils auxiliaires; pour deux navires de cette classe, $240,000 chacun, avec les mêmes déductions. Pour un navire à double hélice, $215,000, et pour deux $209,000 chacun.

Detroit Dry Dock Company, navire à simple hélice $215,750, déduction de $5,750; deux navires de la même classe, $429,000; pour un navire à double hélice, $213,750 ou $425,000 pour deux; mêmes déductions.

Bath Iron Works, deux navires à simple hélice, $229,400 chacun.

John Dialogue, de Camden, deux navires à simple hélice, $460,000.

A l'exposition d'Atlanta.

Presse Associée.

Atlanta, Georgie, 1er octobre—La journée s'est passée sans incidents.

Demain sera un jour important. Les journalistes de Minnesota, au nombre de deux cents, arriveront.

La bienvenue leur sera souhaitée sur le terrain de l'exposition et ils la visiteront dans le courant de la journée.

Un feu d'artifice sera tiré dans le soirée et représentera l'assaut de Wei Hai Wei.

Une particularité du feu d'artifice sera un portrait du juge Wm Horsblower, un invité de l'Association du barreau de la Georgie.

Les journalistes du Tennessee arriveront vendredi.

Grève de Mineurs de l'Illinois.

Presse Associée.

Peoria, Illinois, 1er octobre—Tous les mineurs, deux cents environ, employés dans les six mines situées le long de la ligne du chemin de fer de Peoria et Pekin Union, ont quitté le travail ce matin parce qu'une augmentation de 40 à 51 cents par tonne leur a été refusée.